

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 345 - 16 au 29 octobre 1981

18^e ANNÉE 2,50F

La réponse au plan Delors :

LUTTER POUR LE SALAIRE!

Ça y est, après avoir tourné autour du pot pendant cinq mois, le gouvernement PC-PS vient de jeter le masque: ce qui l'intéresse, c'est de diminuer les salaires des travailleurs.

Le gouvernement avait commencé par dire que son objectif étant la «lutte contre le chômage», il fallait relancer la production, donc accroître la consommation populaire et, par voie de conséquence, augmenter les salaires. Cela, c'était en mai, le mois des promesses. Nous sommes en octobre et le discours a changé: pour lutter contre le chômage, il faut lutter contre l'inflation (chaque point gagné contre l'inflation représente 50.000 emplois, dit Delors), et pour lutter contre l'inflation il faut limiter l'augmentation des salaires nominaux, en fait diminuer les salaires réels.

La diminution du salaire serait donc le nouveau moyen de lutter contre le chômage. Mais tout le monde sait qu'il s'agit là d'une mystification: si le gouvernement veut baisser les salaires, ce n'est pas pour lutter contre le chômage, c'est pour diminuer le prix des produits français et les rendre plus compétitifs par rapport aux produits allemands, japonais, américains, etc. (le lien entre la dévaluation du franc et la politique des revenus est là: dans les deux cas on améliore la compétitivité). Et le chômage ne diminuera pas parce que les salaires auront baissé: il continuera sur sa lancée.

L'autre argument du gouvernement pour essayer de faire passer la pilule est que certains prix vont être bloqués. Les travailleurs ne perdraient rien au change: les salaires peuvent baisser puisque les prix baissent. Mais là

encore la mystification est évidente: le blocage des prix ne porte que sur un nombre infime de produits et de plus il est tout à fait provisoire.

Le plan du gouvernement PC-PS est une attaque directe contre le salaire des travailleurs, sans contrepartie. Il est inacceptable et les travailleurs doivent se défendre.

Comment?

Il y a déjà des réponses à cette question. Les uns proposent, ou vont proposer, un blocage total et permanent des prix. L'idée est séduisante en apparence, mais voit-on le gouvernement imposer un blocage durable et effectif des prix, c'est-à-dire des profits, au patronat, sans que cette mesure soit arrachée au gouvernement et au patronat par une lutte puissante et généralisée?

L'autre «solution» que proposent ceux qui espèrent faire l'économie de la lutte, c'est l'échelle mobile. Mais des formes d'indexation existent déjà, négociées avec les syndicats (grâce à Delors-Chaban!), dans la fonction publique et le secteur nationalisé: et pourtant, les salaires sont loin de suivre! C'est que pour imposer au patronat et au gouvernement une augmentation plus forte, ou même égale à celle des indices de prix (truqués), là encore il faut lutter!

L'attaque contre les salaires menée par le gouvernement PC-PS avec l'appui des directions syndicales CGT et CFDT, et naturellement FO, appelle une riposte. Pour défendre le salaire et, d'une façon générale, les conditions de vie et de travail, seule la lutte paie!

SADATE EST MORT

Quelle paix au Moyen-Orient?

«Sadate a été tué parce qu'il a osé vouloir la paix au Moyen-Orient»: voilà en gros l'explication qui nous a été servie par les médias depuis le 6 octobre.

Les grands supporters de ce «courageux pacifiste» se sont retrouvés à ses funérailles. Begin en personne, trois ex-présidents américains, Nixon, Ford, Carter, quelques Européens de marque comme Schmidt et Mitterrand, et d'autres encore: une belle brochette de requins impérialistes qui en dit long sur la «paix» dont on nous saoula! Et le fait qu'il ait fallu la soustraire aux regards de la foule du Caire suffit à montrer la reconnaissance et l'amour que ces «pèlerins de la paix» sont en droit d'attendre des masses exploitées d'Egypte et du Moyen-Orient.

La paix entre Sadate et Begin, après la guerre contrôlée de 1973, a-t-elle fait cesser les menées agressives d'Israël? Pas du tout. Elle a donné les mains libres à l'Etat pied-noir pour mener tranquillement ses opérations de police au Liban et pour intervenir récemment en Irak.

Et, malgré les promesses d'«autonomie» de la Cisjordanie faites à Camp David, il continue toujours à installer ses colons dans les territoires occupés et à appliquer son talon de fer sur les masses palestiniennes.

La «paix» a-t-elle transformé l'Egypte en cette vallée radieuse jouissant paisiblement des richesses largement accordées par les crues périodiques d'un Nil prodigue en limon? Pas le moins du monde. (Suite page 3)

APRES LA MANIFESTATION DE BONN

Contre la guerre impérialiste guerre de classe!

La grande manifestation pacifiste qui a rassemblé le 10 octobre quelque 250.000 personnes à Bonn montre à quel point la question de la guerre devient sensible. L'Europe centrale, et l'Allemagne en particulier, se trouve au cœur de la troisième guerre mondiale impérialiste dont la menace commence à se préciser. L'Europe en constitue à la fois un théâtre et un enjeu important.

La question principale soulevée aujourd'hui est l'installation des fusées mobiles Pershing en Allemagne de l'Ouest, alors qu'il y a dans ce pays déjà assez de têtes nucléaires pour pousser la Russie à «vitrifier» le pays, comme disent les militaires dans leur langage délicat. Il est clair que toutes les classes de la société cherchent à échapper à une telle catastrophe. Mais elles ne le font pas de la même manière, car elles n'ont pas le même but.

La bourgeoisie allemande voudrait bien se soustraire à la tutelle américaine ou, du moins, la rendre moins pesante. (Suite page 2)

DEPUTES SOCIALISTES

Les nouveaux godillots

Le 29 septembre, les députés socialistes amendent le texte gouvernemental sur les immigrés: ils le trouvent trop ressemblant à celui de Bonnet-Stoléru, et se souviennent de leurs belles promesses d'antan. Defferre se fâche. Les députés ronchonnent, mais se mettent au garde-à-vous...

Le 30 septembre, les députés socialistes proposent une réduction du plan nucléaire, conformément aux promesses du «projet socialiste» (40 réacteurs en fonctionnement en 1990). Mitterrand met le holà. Il devra y avoir 57 réacteurs (contre 60 dans le plan Giraud). Les députés maugréent mais placent le petit doigt sur la couture du pantalon...

Le 7 octobre, les députés socialistes, qui ont été larges en promesses, modifient le projet

gouvernemental sur les nationalisations, de manière à empêcher la rétrocession des filiales des groupes nationalisés au secteur privé. Mauroy tape du poing sur la table. Les députés grognent, mais claquent des talons...

Le 1^{er} octobre, les députés socialistes étaient tout fiers d'adopter leur «budget de relance». Une semaine après, jour pour jour, Delors dévalue le franc, met les freins aux dépenses et bouleverse le fameux budget. Mais là, les «représentants du peuple» n'ont même pas été consultés: domaine réservé!

Jospin a beau s'écrier pour devancer les critiques: «Nous ne sommes pas des godillots!». Il ne trompe personne. Mais soyons

(Suite page 2)

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

A bas les lois Bonnet-bis!

Les mesures démagogiques du gouvernement concernant les sans-papiers apparaissent de plus en plus clairement pour ce qu'elles sont dans la réalité. Même le journal bourgeois «Le Monde», si discret d'habitude, est obligé d'avouer dans son édition du 29.9.81: «Les travailleurs sans-papiers

sont déçus, les employeurs dans l'expectative et l'administration à l'épreuve. Tel est le premier bilan de l'application de la circulaire interministérielle du 11 août sur la régularisation des immigrés «clandestins»[...]».

Les responsables de SOS-Refoulements, «gauchistes» plutôt modérés, qualifient pour leur part de «pure démagogie» la circulaire du 11 août. Ils estiment que la décision de régulariser uniquement ceux qui sont entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981 et qui bénéficient d'un contrat de travail d'un an est «discriminatoire et raciste», puisque 80 à 90% des sans-papiers ne pourront pas apporter la preuve d'un emploi stable. Ce n'est donc pas sans raison que SOS-Refoulements prévoit pour le 1^{er} janvier 1982 des «expulsions et des refoulements en masse. On va vers l'affrontement sans gaieté de cœur» (idem).

La soi-disant régularisation de la situation des travailleurs sans-papiers ne faisant plus illusion, la presse bourgeoise n'a pas hésité à faire étalage des nouvelles lois adoptées par l'Assemblée nationale sur proposition du gouvernement socialiste.

Voyons ce qu'il en est dans la réalité.

Passons sur l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi alourdissant les sanctions applicables aux employeurs qui utilisent de la main-d'œuvre «clandestine» et consacrant sur le papier les obligations qu'ont les employeurs vis-à-vis des travailleurs salariés. On sait comment les choses se passent dans la réalité. En l'absence d'un rapport de force en leur faveur, comment des travailleurs clandestins peuvent-ils imposer au patron le respect de ces règles sans s'exposer au risque de l'expulsion?

Le 29 septembre, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers. Dans le projet de loi il y avait une restriction concernant les associations dont

les activités «sont de nature à porter atteinte à la situation diplomatique de la France». Cette restriction était tellement grossière que des députés socialistes et communistes ont proposé sa suppression. L'Etat impérialiste français n'ira quand même pas jusqu'à subordonner sa législation intérieure aux caprices d'Houphouët ou de Hassan II. Pour le reste, l'arsenal juridico-répressif français est amplement suffisant. La loi du 10 janvier 1936 relative aux groupes de combat et aux milices privées permet de toutes façons de prononcer la dissolution de toute organisation «indésirable». Les provocateurs à la solde des Amicaux et de nombreuses officines parallèles sont là pour donner le prétexte à l'intervention de l'Etat impérialiste.

Le 30 septembre, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi

(Suite page 4)

DANS CE NUMÉRO:

- THÉORIE : Le «centralisme organique»
- RÉPRESSION : France, Algérie, Nouvelle Calédonie.

Une nouvelle offensive anti-ouvrière

Le but officiel du plan Delors est de réduire l'inflation en dessous de 10% (on est un peu plus modeste que Barre qui prétendait ramener l'inflation à 6,5% en 1977).

Le blocage des prix

Les loyers libres devront limiter leurs augmentations à 8%. Ce n'est pas rien quand on pense que la libération des prix par Maunoury avait entraîné des augmentations de loyers de 20 à 60%. Mais les charges, qui représentent de 30 à 70% du loyer, ne sont pas bloquées. Et le problème des moyens de pression du locataire reste entier.

Les autres prix sont bloqués pour 3 ou 6 mois (comme l'avait fait Barre en 1976) : or les services ont pris déjà une confortable avance : 16,2% en un an, 19% pour les hôteliers, 16% pour les garages... Et les services publics sont arrivés en tête du peloton !

Pour les articles comme le pain, le lait, le beurre, le café, il s'agit avant tout de donner une figure présenta-

ble à l'indice des prix qui conditionne ensuite les réajustements de salaire. Mais on considère qu'il faudrait 10 à 20.000 agents supplémentaires pour que le contrôle effectif des prix soit généralisé.

La modération des salaires

Déjà dans la fonction publique, on n'a répercuté pour le moment que 10% d'inflation annuelle. Le plan Delors prévoit un procédé simple et « naïf » pour continuer à freiner : tabler sur une inflation faible (2,5% par trimestre), et réajuster « éventuellement » après coup...

Dans les entreprises privées, le gouvernement est assez satisfait de l'absence de dérapage depuis juin (merci aux syndicats !). Delors voudrait obtenir une indexation des salaires sur la productivité, procédé déjà appliqué à la SNCF et à l'EDF pour le « supplément », mais qu'il vise évidemment à appliquer même au maintien du pouvoir d'achat.

Si, comme cela est à peu près sûr, on applique à la fin de l'année le

prélèvement de 1% pour la Sécurité sociale provisoirement suspendu en mars, on reprendra aux salariés exactement les 14 milliards qui leur ont été royalement concédés avec les 10% pour le SMIC !

Une pièce essentielle du dispositif : la compréhension syndicale

Celle de FO est assurée. FO donne au gouvernement ce conseil d'ami : ne pas proclamer de plafond pour les salaires, car cela provoquerait une surenchère...

La CFDT accepterait un « strict » maintien du pouvoir d'achat, entendez « strict » vers le bas.

La CGT n'a pu faire moins de parler de maintien du pouvoir d'achat, (un but exaltant pour le « socialisme » !). Mais elle est prête à discuter des moyens avec le gouvernement.

Ce dispositif est un piège où les travailleurs ne doivent pas se laisser enfermer !

Politique des revenus: on connaît les résultats...

GRANDE-BRETAGNE. En 1975-77, le gouvernement avait conclu un marché avec le Labour Party et les TUC : retrait des projets antigrève (la loi Castle de 1969), vote d'une loi sur les relations industrielles (avec consultation des syndicats sur les licenciements), en échange de la « compréhension » syndicale sur les salaires.

« En fait, c'est le gouvernement et le gouvernement seul qui a tiré avantage de la concertation permanente avec les syndicats » (Gilles Martinet, Sept syndicalismes). Depuis un an et demi, l'Etat et le patronat britanniques ne parviennent plus à faire baisser les salaires, qui ont atteint une sorte de plancher ! Rappelleront-ils les travaillistes, les meilleurs propagandistes du contrat social à sens unique ?

ESPAGNE. Les grèves répétées en 1973-74, puis 1975-76, ont ouvert les yeux du patronat et des partis politiques à leur solde. La Vanguardia écrivait le 30 mai 1976 : « La liberté politique a été considérée par tous les groupes politiques comme nécessaire pour arriver au pacte social, [c'est-à-dire] à une modération volontaire dans les augmentations de salaires ».

Dans cette ligne fut signé en octobre 1977 le Pacte de la Moncloa, engagement de modération des salaires et de résignation aux licenciements, en échange d'une relance problématique.

Les syndicats, y compris les Commissions Ouvrières en pleine reconstitution, n'avaient pas signé le pacte alors. Fin 1979, ils ont proposé de signer son renouvellement, et c'est le gouvernement qui les a dissuadés de cet acte d'allégeance un peu trop compromettant !

PAYS-BAS. La « politique des revenus » a été appliquée strictement en 1980. Le résultat a été, dès la fin 1980, une baisse des salaires réels de 1%. Le 12 novembre 1980, le gouvernement a adopté une loi permettant de réduire de 2% la compensation de la hausse des prix sur les salaires. Ainsi, « les salariés en bas de l'échelle subiront une baisse du pouvoir d'achat de 0,75%, et les salaires les plus élevés de 3,5% » (Le Monde du 15 novembre 1980).

Le gouvernement Barre et la politique des revenus

Sur les résultats des plans Barre, inutile de rafraîchir les mémoires ! L'inflation a continué à galoper vers les 15% par an, la baisse effective des salaires de 1 à 3% a été obtenue à partir de 1979. Rappelons seulement que Barre, satisfait de la docilité syndicale, se plaignait surtout de l'excessive générosité patronale ! « Le dérapage des salaires lui paraît imputable à des chefs d'entreprise insuffisamment soucieux de la gestion beaucoup plus qu'à une pression syndicale » (Lettre de l'Expansion, 6 octobre 1980).

L'opinion des socialistes sur la politique des revenus

« L'idée d'un armistice, d'une trêve sociale sur laquelle elle [la politique des revenus] repose, est démentie tant par l'analyse historique que par la réalité quotidienne, qui montrent l'une et l'autre la prévalence de la lutte de classe ».

Opinion de deux dirigeants socialistes, Nicole Questiaux et Jacques Fournier, dans le *Traité social* (cité par *Le Matin* du 8 octobre 1981). Mais c'était en 1978, avant les dures nécessités du pouvoir !

Le PC et le plan Delors

Selon l'Humanité, il est « indiscutable que ces mesures vont dans le bon sens ». Le PC persiste cependant à réclamer mollement la fameuse relance par la consommation populaire, mais surtout, il affirme que « les Français sont prêts à la rigueur pour s'opposer aux pressions du patronat et à consentir les efforts nécessaires pour réussir les réformes engagées ». Avant les élections, et encore aujourd'hui mais en criant moins fort, le PC est « contre l'austérité ». Mais il est pour la rigueur !

APRES LA MANIFESTATION DE BONN

(Suite de la page 1)

Des dizaines de députés SPD et même des ministres se joignent à la protestation, et Brandt en particulier cherche à canaliser le mouvement. La petite-bourgeoisie revendique la « paix » en général, le « désarmement » en général, l'entente harmonieuse entre tous les requins impérialistes. Et le prolétariat, comment peut-il lutter ?

Peut-il soutenir les efforts « pacifistes » et « neutralistes » de sa bourgeoisie ? Mais cette bourgeoisie est elle-même impérialiste, et ne peut lutter contre les super-impérialismes américain et russe qu'en accentuant son exploitation du prolétariat et l'exploitation du Tiers-Monde. Se solidariser avec ses prétentions de pacifisme signifierait en réalité se solidariser avec ses visées impérialistes.

De même, le prolétariat ne peut pas se joindre à ceux qui dénoncent dans le seul impérialisme US le « fauteur de guerre » sous prétexte que c'est lui qui mène l'offensive aujourd'hui. Ils ont beau jeu de dénoncer les prétentions américaines de « rétablir un équilibre des forces », mais ils oublient qu'il n'existe pas d'équilibre impérialiste durable, et que chaque impérialisme cherche toujours à surpasser les autres. Dans la course générale aux armements, les Russes sont tout aussi partie prenante que les Américains.

Le prolétariat peut-il suivre la petite-bourgeoisie qui réclame le désarmement des deux blocs et la dissolution

de leurs alliances militaires ? Mais c'est la position traditionnelle du pacifisme impuissant. La « politique d'armement » n'est pas la cause de la marche à la guerre, mais son expression, et cette marche est déterminée par la logique du capitalisme qui pousse inexorablement à la guerre.

Pour s'y opposer, le prolétariat ne peut pas se battre pour une réforme de la société bourgeoise qui prétendrait rendre le capitalisme harmonieux et supportable, il doit lutter pour sa destruction.

Ce qui se dégage de la manifestation massive de Bonn, c'est le raz-damarié des orientations démocratiques et pacifistes, et la facilité avec laquelle la bourgeoisie peut les reprendre à son compte : 55 députés social-démocrates et 10 députés libéraux ont pu prendre ostensiblement un bain de foule pour infléchir la politique de Schmidt. Raison de plus pour faire entendre la voix de la classe ouvrière dans les réactions à la guerre.

C'est la tâche des communistes de travailler à arracher la classe ouvrière à la direction des courants politiques qui engluent ses forces et les canalisent vers des objectifs qui ne sont pas les siens. C'est leur tâche de rompre le front de la « lutte pour la paix » en général, en opposant aux orientations démocratiques, pacifistes et nationalistes l'orientation prolétarienne internationaliste qui combat la guerre impérialiste par la guerre de classe.

Les nouveaux godillots

(Suite de la page 1)

justes. Il y a une différence entre anciens et nouveaux godillots : les gaullistes laissaient leurs principes aux vestiaires de l'hémicycle ; les socialistes, eux, les y apportent, mais après les avoir débarrassés pour la galerie, ils s'empressent de s'asseoir dessus. Nuance !

Socialistes et communistes ont dénoncé pendant 23 ans l'excessive concentration de pouvoir dans

l'exécutif, et se sont vantés de redonner « toute sa place » au Parlement. Ils ne font que confirmer que les institutions actuelles sont celles qui conviennent à la classe dominante : un exécutif tout puissant, et un Parlement qui ne décide rien, qui ne sert à rien, sauf... à jeter de la poudre aux yeux des travailleurs ! Et il y a fort à parier qu'avec cette Assemblée de godillots, cela devienne difficile !

Lutte contre la répression

FRANCE: Pour une organisation permanente

Il devient évident que le gouvernement cherche à se débarrasser tant bien que mal des prisonniers politiques actuellement détenus. En fait, il veut se débarrasser de l'agitation faite autour de cette affaire notamment par le Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques.

Les libérations intervenues ces dernières semaines, les unes après les autres, n'ont été faites ni par largesse d'esprit ni parce que le PS serait par nature plus « clément » que le giscardisme. Elles sont intervenues à la suite de la campagne de harcèlement menée depuis plus d'un mois (occupations de journaux, affrontements devant le Palais de justice de Paris, diffusions et collages massifs, etc.).

A l'heure où restent encore détenus Mohand Hammami, militant immigré poursuivi pour hold-up, des basques et des militants antimilitaristes du Matra, à l'heure où

Katharina Defries, militante allemande, risque d'être extradée ainsi que tous les libérés étrangers — et sans oublier le fait que les dernières libérations ne sont pas des amnisties —, il reste indispensable de poursuivre la mobilisation et la sensibilisation.

L'exigence de maintenir un certain degré de mobilisation se heurte toutefois au fait que celle-ci est pour l'instant limitée à un cercle encore trop restreint. Cette difficulté d'extension se trouve renforcée par le fait que les actions menées par le Comité ont été présentées par la presse aux ordres comme étant le fait d'Action Directe. Ceci d'une part est archifaux et, d'autre part, a pour conséquence de restreindre toute possibilité d'élargissement de la campagne de solidarité en la présentant comme la propriété d'un groupe politique et non comme le travail d'un comité ouvert à tous

ceux qui veulent arracher la libération des otages encore aux mains de la bourgeoisie.

Même si le gouvernement semble s'acheminer vers la libération totale des prisonniers politiques, il reste l'exigence d'un travail d'information, de mobilisation et d'organisation vers le prolétariat afin d'étendre la lutte à la question non plus des seuls otages politiques mais aussi des otages sociaux, c'est-à-dire des milliers de prolétaires actuellement détenus dans les prisons pour cause de misère.

L'objectif des militants et prolétaires participant à la campagne actuelle ne doit pas être seulement la libération des militants, mais aussi et surtout la capacité de se donner une organisation permanente de lutte contre la répression aussi bien politique que sociale.

C'est à cela que les révolutionnaires doivent œuvrer sans attendre.

NOUVELLE-CALEDONIE: Toujours la répression coloniale !

L'assassinat du leader indépendantiste Declercq est toujours impuni. En revanche, la répression vient de sévir durement contre des jeunes Kanaks qui avaient osé protester contre ce crime colonialiste en barrant des routes fin septembre dans la région de Canala, située au Nord-Est de l'île : neuf militants ont été condamnés, le 1^{er} et le 5 octobre, à des peines allant jusqu'à six mois de prison ferme.

L'envoi de gendarmes en Nouvelle-Calédonie était

fait, aux dires du gouvernement, pour « rassurer les populations ». La preuve est faite que les « populations » dont parle le PS ne sont pas les masses exploitées et colonisées. Ce sont les Caldoches, c'est-à-dire les pieds-noirs locaux, qui défendent leurs privilèges par la terreur et l'assassinat.

Une raison de plus pour le prolétariat de combattre le gouvernement PC-PS, serviteur de l'impérialisme français !

ALGERIE: Solidarité avec les prisonniers politiques de Lambèse !

Dans la prison de Lambèse, qui a pris le relais d'un bain colonial tristement célèbre, et qui est aujourd'hui considérée comme spécialisée dans la grande criminalité, sont détenus dans le plus grand secret de nombreux prisonniers politiques. Parmi eux, nos militants et contacts Benkhallat, Kendour et Akkache. Tous les prisonniers politiques de Lambèse ont été torturés et n'ont jamais été soignés depuis. Ils ont un besoin urgent de notre solidarité.

Luttons avec eux pour que leurs défenseurs aient la possibilité réelle de leur rendre visite, pour qu'ils soient

examinés par des médecins et obtiennent le statut de prisonniers politiques.

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active jusqu'à la libération totale des prisonniers politiques de Lambèse. Demandez et diffusez les affiches et le bulletin Ripra N°6 !

Versez une souscription pour la défense de nos militants et contacts emprisonnés !

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention « Solidarité Algérie ».

Quelle paix au Moyen-Orient ?

(Suite de la page 1)

L'Egypte capitaliste en état de faillite économique avait besoin d'elle pour consacrer toutes ses forces à la défense de ses privilèges.

L'ordre social n'y est-il pas menacé par la révolte des masses exploitées, annoncée par les émeutes populaires de janvier 1977, où l'on entendait les cris de «Djihan, du pain!» (Djihan n'est pas seulement la femme de Sadate, c'est aussi une des plus riches capitalistes d'Egypte) ? Et il serait léger de balayer d'un revers de manche l'attentat contre Sadate ou la révolte d'Axiout, sous prétexte qu'ils sont le fait des Frères musulmans : c'est le retard historique du prolétariat — et avant tout de son parti — qui leur permet de faire leur sale travail réactionnaire parmi les masses exploitées, tout comme les *hesbol-lahi* en Iran.

Mais pour gagner l'aide financière des riches émirs pétroliers et des USA, Sadate a dû se porter candidat pour le rôle de gendarme régional en Afrique orientale et dans la Péninsule arabique, ce centre vital pour l'impérialisme qu'il irrigue de son pétrole. La chute du chah ne pouvait qu'accélérer l'armement de l'Egypte. L'incapacité de l'Irak, autre candidat-gendarme, à porter un coup décisif à l'Iran pourtant en état de décomposition avancée, renforce encore le rôle indispensable de l'Egypte, à côté d'Israël, pour le maintien de l'ordre impérialiste dans la région.

Quand la Russie et ses partisans critiquent Sadate et l'hypocrisie de sa «paix», c'est de bonne guerre : la Russie est aussi visée par cette politique, mais c'est dans ses intérêts impérialistes qui l'opposent à l'Amérique et à l'Europe pour le contrôle du pétrole et des communications dans la région.

Quand les autres Etats arabes et l'OLP dénoncent la trahison de Sadate et l'accusent de laisser tom-

ber les Palestiniens, ils n'ont pas tort, mais ils ne laissent voir qu'une partie de la vérité. D'abord parce qu'il y a belle lurette que l'Egypte a marchandé la peau des Palestiniens : Sadate n'a fait que suivre l'exemple de Nasser. Ensuite parce que tous les Etats arabes de front, la Jordanie, la Syrie et l'Iran (inutile de parler du Liban) ont du sang palestinien sur les mains.

Il est facile de mettre tout sur le compte de Sadate pour chercher à faire oublier le renoncement à l'objectif de la «destruction de l'entité israélienne» pour le plat de lentilles d'un mini-Etat palestinien désarmé en Cisjordanie et à Gaza, véritable Bantoustane arabe, à la merci d'Israël !

Il n'y a pas de paix possible au Moyen-Orient. Et il peut y en avoir encore moins qu'ailleurs, dans ce complexe de disputes nationales et d'oppressions de toutes sortes, renforcées par la rivalité monstrueuse des grandes puissances impérialistes qui trouvent là, dans le pétrole et la sueur des exploités venus de tous les continents, le sang qui les nourrit. Dans ces conditions, il n'y a pas de «paix» possible, c'est-à-dire d'effort pour maintenir les équilibres et donc les privilèges acquis, sans la guerre ouverte contre la classe ouvrière et les masses exploitées de toute la région.

Ces dernières ont besoin, pour résister à la pression concentrée de tout l'ordre établi mondial, de se tendre la main par dessus les frontières. Elles ont aussi besoin du retour en force de la lutte prolétarienne dans les métropoles impérialistes. C'est seulement quand on en aura fini avec l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme arrivé à son stade sénile, qu'on pourra commencer à songer à la paix, pas avant ! En attendant il faut cesser de se gargariser, surtout ici, avec le terme trompeur de paix et consacrer toutes ses énergies à préparer la guerre de classe !

La situation actuelle en Kabylie

Habitue depuis longtemps aux manœuvres de récupération, la bourgeoisie algérienne a cru désamorcer le mouvement social en Kabylie en adoptant une «charte culturelle» et en autorisant l'ouverture de quatre départements de berbère et d'arabe dialectal dans les universités d'Alger, Constantine, Oran, et Annaba. Mais contrairement aux allégations mensongères d'un journal bourgeois comme *Le Monde*, les manœuvres de la bourgeoisie algérienne ne lui ont guère permis d'atteindre les objectifs escomptés.

Et pour cause. La «charte culturelle» adoptée par le Comité Central du FLN est à l'image de la fameuse «charte nationale» de Boumediène : elle consacre l'idéologie araboislamique comme idéologie officielle, elle constitue à elle seule une négation pure et simple de la revendication de la renaissance des langues populaires. Elle ne fait donc qu'officialiser et donner une prétendue justification à l'oppression et à la répression qui sévissent contre la langue berbère. Quant aux soi-disant départements de berbère et d'arabe dialectal qu'on vient de créer ici et là, rares sont en Algérie ceux qui s'apprentent à entrer dans ce piège pour la bonne raison que le mouvement a toujours combattu les tentatives de folklorisation des langues populaires.

L'échec relatif de la grève générale du 28 septembre en Kabylie n'est donc pas dû aux manœuvres de la bourgeoisie, qui ne trompent pas grand monde. La bourgeoisie réagit cette fois-ci de manière préventive. Des dizaines de travailleurs ayant diffusé des tracts ont été licenciés. Des centaines de lycéens ont été exclus. Les petits commerçants ont été menacés de coupures de ravitaillement et de fermeture. Les autorités ont par ailleurs menacé d'élargir ces mesures

répressives à tous ceux qui répondraient à l'appel de la grève générale. Plusieurs militants actifs, dont Saïd Saadi, déjà arrêté l'année dernière parmi les 24, ont été enlevés par la Sécurité Militaire.

Les mesures préventives prises par la bourgeoisie ont eu d'autant plus de poids que l'appel à la grève générale de cette fois-ci, contrairement à ceux du printemps 1980 et du début 1981, a été décidé en dehors des structures reconnues par le mouvement social, notamment la Coordination universitaire de Tizi Ouzou. Le mouvement social ne pouvait donc pas ne pas se ressentir provisoirement du décalage existant entre les militants qui ont appelé à la grève générale et le comité universitaire de Tizi Ouzou. Par ailleurs ce décalage recouvre deux phénomènes à la fois. Les berbéristes modérés présents au comité de Tizi Ouzou reprochent aux militants qui ont appelé à la grève générale de mettre au premier plan la question politique des libertés démocratiques. D'autre

part, des militants conscients de la portée politique du mouvement reprochant aux militants du FFS (Front des Forces Socialistes) d'agir non plus comme une simple composante du mouvement social, mais comme une prétendue direction voulant imposer artificiellement au mouvement leur orientation politique en appelant directement à une grève générale sans passer par les comités existants et sans préparer les masses à l'affrontement inévitable avec les forces de l'ordre.

Il est clair que les berbéristes modérés qui ont peur de poser le problème en termes politiques seront à la longue disqualifiés. La question essentielle qui reste posée est la suivante : l'intransigeance de la bourgeoisie algérienne ne peut que radicaliser davantage le mouvement social. L'affrontement politique est de plus en plus ressenti comme inévitable.

(Suite page 4)

octobre 1961 - octobre 1981...

Le 17 octobre 1961, après une puissante manifestation, des dizaines de travailleurs immigrés étaient jetés dans la Seine, des dizaines d'autres étaient matraqués à mort, d'autres tués par balle. Ce soir-là, il y eut 12.000 arrestations. Les partis de gauche, les syndicats qui ont ignoré la manifestation n'ont pas levé le petit doigt contre la barbarie policière.

La guerre d'Algérie a fait un million et demi de morts. Aujourd'hui, Defferre va parader en Algérie auprès de Chadli et Ben Bella vient causer à la télévision française. C'est la grande réconciliation. On se promet de surveiller et de réprimer de concert les faux étudiants et les faux touristes en «situation irrégulière».

La frontière, fermée par le gouvernement algérien en 1973, est plus que jamais bloquée. Ainsi les masses algériennes et les travailleurs immigrés ont maintenant à faire face, non plus au seul colonialisme français, mais aux Etats français et algérien réconciliés sur leur dos.

Il importe de riposter par la solidarité et la lutte unie des prolétaires par dessus les frontières. !

La théorie, arme de combat

Pourquoi le «centralisme organique» ?

Le centralisme communiste et révolutionnaire est strictement lié à la fonction du parti, qui consiste à centraliser toutes les forces prolétariennes dans la guerre de classe. C'est ce que nous avons vu dans le début de cette série. Nous avons ensuite montré que la seule garantie pour le parti révolutionnaire de conquérir une centralisation effective et acceptée de façon naturelle réside dans son aptitude à maintenir une orientation continue et véritablement révolutionnaire correspondant réellement aux besoins immédiats et historiques de la lutte prolétarienne. Le centralisme communiste est donc de nature profondément organique (1).

Il est désormais possible d'examiner la signification de la formule du «centralisme démocratique» utilisée par Lénine et de voir pourquoi nous lui préférons celle de «centralisme organique».

En quoi le centralisme est-il «démocratique» chez Lénine ?

Si l'on se réfère au fameux *Que faire ?*, presque aussi souvent trahi que cité, Lénine y rappelle les deux critères communément admis de la démocratie en matière d'organisation : une «large publicité, ce qui implique qu'elle ne soit pas limitée aux membres de l'organisation», et «l'élection à toutes les fonc-

tions» (2). Il est certain que dans les circonstances où «l'arène politique est visible pour tous, telle la scène d'un théâtre pour les spectateurs, chacun sait par les journaux et assemblées publiques si telle ou telle personne reconnaît ou non ces principes, soutient le parti ou lui fait opposition». Dans ces conditions «le contrôle général (au sens strict du mot) de chaque pas fait par un membre du parti dans sa carrière politique crée un mécanisme fonctionnant automatiquement et assurant ce qu'on appelle en biologie la «survie du plus apte». Grâce à cette «sélection naturelle», résultant d'une publicité absolue, de l'éligibilité et du contrôle général, chaque militant se trouve en fin de compte «classé sur sa planchette», assume la tâche la plus appropriée à ses forces et à ses capacités, subit lui-même toutes les conséquences de ses fautes et démontre devant tous son aptitude à prendre conscience de ses fautes et à les éviter».

Cependant, les besoins de la clandestinité sont pour Lénine à l'exact opposé de la «large publicité» qui conditionne le «principe électif» : dans de telles conditions, le centralisme est pour Lénine, qui ne mâche pas ses mots, «un hochet vain et nuisible». Cela suffit à montrer que dans la formule du «centralisme démocratique» seul le centralisme est un principe. Le terme «démocratique» ne fait que décrire un mécanisme particulier, valable dans certaines conditions, de «sélection naturelle» des militants. Il est clair que dans des conditions de clandestinité, cette indispensable sélection s'opère différemment.

Mais comment alors ? Lénine répond : «le seul principe sérieux en matière d'organisation doit être : secret rigoureux des membres, formation des révolutionnaires professionnels. Ces qualités étant réunies, nous aurons quelque chose de plus que le «démocratisme» : une entière confiance fraternelle entre révolutionnaires».

Mais, objectera-t-on, supposons qu'une personne incapable occupe une place qui lui donne un pouvoir considérable ; cela ne perdrait-il pas l'organisation ? Laissons là

encore la parole à Lénine : «Cela est possible bien sûr, mais le remède ne peut être le principe électif et la décentralisation, absolument inadmissible à une échelle tant soit peu large, et même franchement nuisible au travail révolutionnaire sous l'autocratie. Il n'y a pas de statuts pour remédier à cela. Seules peuvent se fournir des mesures de «correction fraternelle» [...] pour finir (dans le pire des cas) par le renversement de l'autorité complètement incapable» (3).

Pourquoi alors Lénine utilise-t-il le qualificatif «démocratique» ? Il faut dire que dans la Russie de 1917, ce terme est encore chargé du sens révolutionnaire qu'il avait dans l'Europe de 1848, ou qu'il a en partie reconquis dans la vague anti-impérialiste des dernières décennies : il suggère la participation des masses à une lutte ouvertement violente et subversive. Et comme ce sont plusieurs classes qui sont en mouvement, le terme de «démocratie», qui signifie au sens propre «pouvoir du peuple» est compréhensible, surtout si on lui ajoute le qualificatif «prolétarienne» pour affirmer, en bonne propagande, que la révolution démocratique anti-féodale en cours doit donner le pouvoir au prolétariat, non à la bourgeoisie.

Appliquée à l'organisation prolétarienne, la démocratie suggérait pour les bolchéviques la centralisation vivante de l'activité communiste par opposition au formalisme démocratique vide et au bureaucratisme en vigueur dans la social-démocratie, même si, théoriquement parlant, la «démocratie prolétarienne» ou de «classe» est une contradiction dans les termes.

La formule du «centralisme organique»

Le PC d'Italie fit remarquer alors que le terme de «démocratique» avait déjà perdu toute signification subversive en Europe occidentale, pays de vieilles traditions démocratiques. Là, il signifiait : parlementarisme, réformes, légalisme, pacifisme social, consultations populaires destinées à paralyser la combativité ouvrière. Il suggérait donc exac-

tement le contraire d'une activité vraiment révolutionnaire pour ne conserver, si on l'accolait au terme de centralisme, que le formalisme démocratique trompeur et stérilisant, c'est-à-dire précisément ce que voulaient combattre les bolchéviques.

C'est la raison pour laquelle notre courant écrit sur ce sujet en 1921 : «Le terme de centralisme suffit à exprimer la continuité de la structure du parti dans l'espace; et pour introduire l'idée essentielle de la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction dans laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés, mieux, pour relier dans une même formule ces deux idées essentielles d'unité, nous proposons de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le «centralisme organique». Ainsi, tout en gardant de ce mécanisme accidentel qu'est le mécanisme démocratique ce qui pourrait nous servir, nous éliminerons l'usage de ce terme de «démocratie» cher aux pires démagogues mais entaché d'ironie pour les exploités, les opprimés et les trompés, en l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme dans ses divers accoutrements et ses poses parfois extrémistes» (4).

(Suite page 4)

(1) Voir les articles *Le centralisme communiste* (Le Prolétaire n° 344), *Nature organique du parti de classe* (Le Prolétaire N°343).

(2) Ce passage ainsi que les suivants sont tirés de *Que faire ?*, Oeuvres, tome V, pp. 489-492.

(3) Lettre à un camarade sur les questions d'organisation, Oeuvres, tome VI, pp. 244-245.

(4) *Le principe démocratique*, dans la brochure *Parti et classe*, Editions Programme, 1975, pp. 88-89.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:
La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**AIDEZ AU DEVELOPPEMENT
DE LA PRESSE COMMUNISTE
SOUSCRIVEZ !**

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12. 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 17 octobre, 7 et 28 novembre, 19 décembre, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 h à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 10 et 24 octobre, 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallenc, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 25 octobre, 8 et 22 novembre, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 11 et 25 octobre, 8 et 22 novembre, etc.

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE

J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

La vie des ouvriers en Pologne

Voici la lettre d'un lecteur qui, après un voyage en Pologne, nous donne une idée concrète de la situation de nos frères de classe polonais. La Rédaction s'efforcera de publier plus souvent de telles contributions, très utiles pour le journal.

On pense souvent qu'il y a beaucoup de queues en Pologne. En réalité, elles sont de plus en plus rares. Tout simplement parce qu'il y a de moins en moins de marchandises dans les magasins.

L'ouvrier ou l'ouvrière qui rentre du travail se rue sur une queue dès qu'il en voit une, parfois même sans savoir où elle mène: s'il y a une queue, c'est qu'il y a à manger. Après quelques heures d'attente, il trouvera sans doute du pain, du fromage blanc, des poires du thé, peut-être des tomates ou du lait caillé. Bien sûr, il a sur lui quelques coupons de rationnement, pour trois kilos de viande par mois, un kilo de lentilles et de riz, dix cigarettes par jour, etc., mais, même s'il a la chance d'en trouver au magasin, ce qui est rare, il n'aura sans doute pas assez d'argent pour les acheter.

Par exemple: le prix du kilo de jambon, qui est un plat national en Pologne, est de 200 à 300 zlotys, ce qui paraît abordable, puisque ça correspond à 30 à 45 F en France. Mais le salaire moyen ouvrier est de 600 zl, soit 900 francs, c'est-à-dire cinq fois moins qu'ici. Conséquence: la viande est proportionnellement cinq fois plus chère!

Autre exemple: le prix d'un kilo de café équivalait en août à un dixième du salaire mensuel moyen, et devait être multiplié par 5 lors des hausses de prix qui ont eu lieu au début septembre; une petite Fiat polonaise vaut 300.000 zl, soit cinquante fois ce même salaire mensuel moyen. Ce salaire, il le reçoit pour un travail de plus en plus épuisant, où il a souvent à remplacer la machine qui ne fonctionne plus; c'est le cas par exemple dans certaines usines de montage où les ouvriers

doivent transporter les voitures à la main. S'il a le malheur d'être aveugle, il sera placé balayeur de rue ce qui lui fera perdre aussi le sens du toucher, rentabilité oblige.

Après ces 12 heures au minimum de travail et de queue, il rentre dans un appartement de 20 ou 30 m², où ses enfants habitent jusqu'à un âge très avancé. En effet, avec la crise du bâtiment, les logements ne sont distribués qu'au bout de dix ans d'attente au minimum, pendant lesquels il faut payer chaque mois sans relâche. Théoriquement le loyer officiel est bon marché. Mais en attendant d'avoir un logement, la famille ouvrière louera un appartement à un particulier pour un prix qui va souvent jusqu'à 2000 zl, soit le tiers du salaire moyen!

Dans cet appartement où la famille s'entasse, les problèmes de salubrité sont de plus en plus pressants. Il n'y a pratiquement pas de savon, pas de lessive, pas de dentifrice ni de shampoing, rien pour nettoyer. J'ai vu des logements infestés de bestioles de tous genres, d'autant qu'on ne trouve pas non plus d'insecticide. C'est pour les mères d'enfants en bas âge que la vie est la plus insupportable: pas de nourriture pour bébé, pas de lait frais, pas de médicaments, etc. De même, les habits et les chaussures sont difficilement trouvables, ou à un prix inaccessible. Pour chaque enfant, les mères touchent une allocation de 70 zl!

Pour survivre dans de telles conditions, et malgré une solidarité et une entraide mutuelle impressionnantes entre parents, voisins et amis, l'ouvrier et l'ouvrière sont obligés en plus de leur travail de se livrer le soir à une foule de petits travaux au noir et d'activités diverses, grâce auxquelles ils pourront peut-être se procurer à prix d'or quelques dollars. Avec ceux-ci, ils achèteront aux PEWEX — les magasins où on paye en devises occidentales, et qui sont abondamment remplis — le médicament ou le produit alimentaire qui leur permettra de tenir jusqu'à la prochaine fois.

Malgré cela, on considère qu'un tiers de la population polonaise n'a biologiquement pas assez à manger pour survivre.

Ceux qui par contre ne sont pas touchés par la crise, et qui profitent même de sa misère, l'ouvrier polonais les connaît bien.

Ce sont ceux qui habitent les quartiers riches, dans des appartements cinq à six fois plus grands que le sien, achetés à un prix qui correspond à 25 ans de son salaire, ou offerts par le gouvernement pour bons et loyaux services.

Ceux-là ont accès aux stocks de nourriture gouvernementaux, s'achètent ce qu'ils veulent au marché noir avec un salaire officiel vingt fois plus élevé que le sien, et s'offrent en prime le restaurant de luxe, où la nourriture et la boisson sont aussi abondantes et variées qu'hier. Ceux-là s'enrichissent encore en organisant la contrebande de dollars, ce qui fait monter les prix et rend la PEWEX de moins en moins accessible pour la population.

Ce sont les membres du parti ou du gouvernement, les directeurs de l'industrie et du commerce, les petits chefs, les syndicalistes jaunes, sans compter les vieilles familles de capitalistes polonais qui n'ont pas émigré et vivent toujours sans problème... Et ce n'est pas le changement de gouvernement ou la refonte démocratique du Parti qui a dérangé tous ces privilégiés!

(Un lecteur du Prolétaire)

Correspondance :

20, rue Jean Bouton 75012 Paris.

Abonnements :

1 an : 60 F, 6 mois : 30 F
pli fermé: 90 F et 45 F

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du
«Prolétaire»

Abonnements de soutien:
à partir de 100 F

A bas les lois Bonnet-bis !

(Suite de la page 1)

sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Les socialistes ont eu le culot de parler d'«abolition de la loi Bonnet». Le mensonge est tellement grossier que même le prêtre catholique Christian Delorme et le pasteur protestant Jean Costil n'ont pas hésité à soutenir que le projet de loi présenté par Defferre «reprenait, voire aggravait plusieurs dispositions de la loi Bonnet» (Libération du 28.9.81).

L'article 23 du projet prévoyait que l'«expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'Intérieur si la présence sur le territoire d'un étranger condamné définitivement à une peine égale ou supérieure à une année d'emprisonnement sans sursis constitue une menace grave pour l'ordre public». L'article 26 du projet prévoyait: «L'expulsion peut être prononcée, en cas d'urgence absolue, par arrêté du ministre de l'Intérieur si la présence d'un étranger sur le territoire national constitue une menace

grave pour l'ordre public».

Après une opposition théâtrale entre gouvernement et députés PC-PS, et après intervention du Bureau exécutif du PS, le projet de loi a été amendé et adopté comme suit:

1) Toute allusion à une condamnation est supprimée de l'article sur les motifs de l'expulsion. Elle se retrouve... quelques articles plus loin. La belle différence!

2) La procédure d'expulsion en cas d'urgence absolue ne pourra jouer que si elle constitue une «nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique». Ici aussi, allez chercher la différence entre les notions d'«ordre public», de «sûreté de l'Etat» et de «sécurité publique»!

Les discours démagogiques ne changeront rien à la réalité que subissent les travailleurs. La loi Bonnet n'a été abolie que pour être remplacée par une loi «Bonnet-bis». C'est par la lutte seulement que les travailleurs pourront se défendre contre l'aggravation de leur situation.

Le «centralisme organique»

(Suite de la page 3)

En fait, le «principe démocratique» a couvé en Europe sous la cendre de l'adhésion théâtrale des chefs opportunistes à l'Internationale de Lénine; les bolchéviks ont eu le plus grand mal à donner aux partis occidentaux une directive ferme empiétant sur les règles du démocratisme formel.

Quand le centralisme s'est finalement imposé dans les partis occidentaux, cela a été sous la forme dénaturée et contre-révolutionnaire du stalinisme: le terrorisme idéologique, la «discipline de cadavre» exigée des militants, l'«infaillibilité» des dirigeants décrétée pour éviter toute contestation vis-à-vis des retournements politiques successifs, étaient les moyens indispensables pour plier le parti bolchévik et l'Internationale aux exigences de l'Etat national russe et de l'ordre établi impérialiste. Et loin de faire barrage à ce cours contre-révolutionnaire, les consulta-

tions démocratiques ont été utilisées par le stalinisme sous une forme spectaculaire pour le justifier.

Pour cela, le stalinisme a pu prendre appui sur les vieux courants opportunistes occidentaux qui avaient continué à défendre, discrètement d'abord, puis de plus en plus ouvertement, le soi-disant «principe démocratique». Le résultat a été l'adhésion à la deuxième guerre impérialiste mondiale qui a submergé pour longtemps le prolétariat battu sous le flot des illusions démocratiques.

Nous avons donc aujourd'hui mille fois plus de raisons encore qu'hier de préférer le qualitatif d'«organique» à celui de «démocratique» pour décrire le centralisme communiste et révolutionnaire.

(Prochain article: Le dépassement du mécanisme démocratique dans le parti)

La situation actuelle en Kabylie

(Suite de la page 3)

Les dernières nouvelles font état de l'approfondissement du malaise social en Kabylie. La présence des forces de répression qui sillonnent les villes de Tizi et de Béjaïa est de plus en plus mal ressentie par les masses. A Dellys, les manifestants ont fait libérer par la force leurs camarades emprisonnés, après avoir pris en otage des bureaucrates du FLN. L'agitation est de plus en plus profonde. La répression systématique rend de plus en plus aigu le sentiment de révolte suscité par l'injustice et l'aggravation des problèmes sociaux: pénurie, crise du logement, santé

publique, transports en commun, chômage et désœuvrement des jeunes, etc. C'est dire toute l'importance de la préparation d'une riposte massive à l'oppression et à la répression qui sévissent en Algérie.

En France, la désinformation et la censure systématiques pratiquées par la bourgeoisie algérienne et ses nombreux serviteurs dicent à tous les travailleurs conscients et à tous les militants la tâche de populariser les luttes sociales qui se mènent en Algérie et d'appeler à la solidarité active avec les masses algériennes en proie à la répression quotidienne.

Reprise des luttes à Renault-Billancourt

En décrétant le lock-out à Billancourt pour le 12 octobre, la direction de Renault espérait bien sûr endiguer le danger qu'elle avait réussi à combattre ces dernières années avec l'aide de ses associés de l'appareil syndical: la jonction des mouvements par ateliers et la concentration de la colère ouvrière.

Dans le Bulletin Renault N° 40 diffusé début octobre, nous montrions le sens de ce mouvement face aux bavardages sur les nationalisations:

«Ainsi, c'est en acte que les ouvriers s'adressent à d'autres ouvriers, balayant les mensonges des bourgeois qui se passent de la main à la main les milliards des indemnités!»

■ **Au Mans** débrayages pour des augmentations uniformes de 400 F;

■ **à Sandouville** la grève des selliers dure depuis quatre semaines, pour l'abaissement

des cadences et l'embauche;

■ **à Billancourt**, grève du 74 peinture depuis le vendredi 18/9, où les pistoléteurs ont fait l'unité avec leurs camarades retoucheurs, essayeurs, contrôleurs pour exiger une prime de fourgonnette revalorisée pour tous et personne en dessous de l'indice 180. Toujours à Billancourt, débrayage aux presses contre une sanction et une mutation autoritaire; mobilisation au 14 contre les menaces de diminution de salaire de 200 F par mois après le passage en «normale» et 70 mutations annoncées.

[...] La CGT nous dit simplement que «c'est le refus de négociation de la direction qui provoque les conflits». Non, messieurs les bonzes, ce n'est pas le refus des négociations, ce sont les conditions de travail effroyables des travailleurs qui provoquent les conflits. Et cela continuera.

[...] si les syndicats ne font rien pour renforcer, coordonner nos luttes, il faut que nous le fassions nous-mêmes dans l'unité de tous les travailleurs combattifs, syndiqués et non syndiqués, sans écouter les mensonges de la «gauche» au pouvoir!.

Directeur-gérant SARO

Imprimerie «E.P.»

232, rue de Charanton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission

paritaire de presse : 52926

REUNIONS PUBLIQUES
A ROUEN

Vendredi 23 octobre, à 20h30
Salle Mac Orlan, St Sever

A LILLE

Vendredi 23 octobre, à 20h30
MNE, 23, rue Gosselet

LA POLOGNE,
UN AN APRESSouscription permanente
LISTE N° 15

Angers : 207,50 F ; Hollande : 107 F ; Belgique : 890 F ; Lille : 250 F ; Strasbourg : 1850 F ; Paris : 590 F ; Lausanne : 10 F ; Rouen : 2500 F ; Forli : 100 F ; L et M pour la libération de tous les prisonniers politiques en France et en Algérie : 122 F.

«Solidarité Algérie»: Lille : 60 F, Valence : 381,50 F ; Paris : 120 F ; Lyon : 500 F ; Strasbourg : 1525 F.

Total : 9213 F
Total précédent: 93.022 F
TOTAL GENERAL: 102.235 F